La Démocratie chrétienne en Roumanie

Stefan Delureanu

La Roumanie a été le dernier des États de l'Europe centrale et orientale a se débarrasser des anciennes structures du pouvoir et le seul a s'en défaire par la violence. Isolée et soumise à des privations indicibles et à une répression sans pareil, sa population n'a pu connaître pendant de longues années que des priorités élémentaires. Avant même de penser aux droits de l'homme, elle dut se limiter à penser tout d'abord à la survie.

La société roumaine fut amenée partant à manquer de multiplicateurs d'opinion capables de diffuser les valeurs définitoires auxquelles la moitié libre de l'Europe s'était attachée depuis près d'un demi-siècle, pendant lequel le pays abandonné à la zone d'influence communiste ne connut aucune consultation démocratique. Proscrite si longtemps toute pensée non conforme aux canons du régime, des doutes et des soupçons sur la conduite des premiers interlocuteurs roumains du Conseil de l'Europe étaient dès le début plus que légitimes, alimentés comme ils l'étaient par des évènements tels les visites guidées des mineurs à Bucarest ou les troubles de caractère interethnique ou interculturel dans certaines localités.

Les alliances souscrites par la majorité gouvernementale avec des formations extrémistes et avec un parti qui ne cessait de se réclamer de l'héritage communiste ne faisaient que renforcer les suspicions qui pesaient sur le nouveau pouvoir. Devant une pareille situation, la procédure d'ad-

mission du pays au Conseil de l'Europe a joué à la fois un rôle d'information, d'éducation et d'apprentissage et un rôle de moyen de pression démocratique afin d'obtenir du gouvernement des engagements précis et de faciliter ainsi les transformations envisagées.

Son admission à l'organisation-symbole de l'attachement aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales marquait – sans constituer pourtant une ratification d'un succès visible – son retour dans une famille européenne dont seulement des circonstances historiques et la géographie l'avaient éloigné pour une cinquantaine.[1] Le processus de transformation roumain a été entre 1990 et 1996 un mélange complexe de tentatives de redécouvrir et faire revivre des traits positifs de la vie politique d'avant 1938 et de tentatives de revenir à la compétitivité européenne. L'expérience des principales forces politiques se trouvant à l'opposition jusqu'en 1996 illustre ce dualisme.

Trois de ces partis, le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNPCD), le Parti National libéral (PNL) et le Parti Social-Démocrate (PSD) étaient des partis historiques, supprimés en 1938 par le roi Charles II, revenus à une vie publique éphémère en 1944 et supprimés à nouveau en 1947. Autour d'eux se formèrent de nouveaux partis et mouvements tels le Parti de l'Alliance Civique (PAC) et le Parti démocrate (PD).

Ce mélange de tradition et de renouveau a avancé lentement, particularisé souvent par des alliances et des divisions compliquées. Malgré la lenteur et la difficulté de la transition, la majorité des roumains croit en un destin occidental et démocratique du pays. C'est ce sentiment clair d'une pareille orientation, mise en doute par une partie du spectre politique, en perte de vitesse, qui a fourni un cadre moins étroit et incohérent au processus interne. La première phase de la vie politique de la Roumanie d'après la chute du régime communiste a été une période de mobilité

psychologique et de grande incertitude pendant laquelle, malgré l'ouverture au changement, on éprouva l'impression inquiétante de la présence en place d'éléments importants de l'ancien ordre.

Cette période initiale culmina avec les élections du mois de mai 1990. Le Front du Salut National (FSN) exploita sa position de domination presque totale pour tourner la campagne en sa faveur, en utilisant la TV nationale comme instrument de propagande et les ressources de l'État en intérêt propre. La police secrète continua les anciennes pratiques d'infiltration et de harcèlement politique créant une atmosphère d'intimidation dans les rangs d'une opposition qui manquait d'expérience.

La période successive dès mai 1990 jusqu'à octobre 1992 a été une des plus controversées, commencée par le moment bas de la vie politique roumaine d'après 1989: la visite à Bucarest en juin 1990 de milliers de mineurs qui interrompirent violemment une manifestation pacifique de la Place de l'Université. Non seulement ils se déchaînèrent contre les manifestants mais saccagèrent et dévastèrent les sièges des partis d'opposition et des journaux indépendants. Les partis d'opposition continuèrent toutefois à fonctionner, une presse de différentes orientations entra en scène, des groupements intéressés au respect des droits de l'homme devinrent actifs.

Deux premiers ministres, Petre Roman et Theodor Stolojan contribuèrent à l'essor réformateur au niveau central, en formant un cadre pour la transition vers une économie de marché et en prenant des initiatives partielles dans l'administration publique et la préparation juridique. Une nouvelle Constitution fut adoptée par référendum en 1991. En 1992 la Roumanie passa par une seconde série d'élections. Les élections locales se soldèrent par la victoire de l'opposition dans les cités, un indice de l'acceptation du pluralisme comme trait du système.

Acceptées comme libres et correctes par la communauté internationale, les élections de 1992 accrurent la crédibilité du président Iliescu à l'extérieur et conduisirent à une normalisation graduelle des relations de la Roumanie avec l'Europe et les États Unis. En 1993 la Roumanie adhéra au Conseil de l'Europe et au Partenariat pour la Paix. On forma un gouvernement de coalition du parti d'Iliescu avec trois des partis nationalistes, conduit par Vacaroiu, un *leader* loin de l'efficience et non inspiré, partisan d'une réforme lente qui eut en réalité des éléments de stagnation et même de regrès. Certaines réformes initiées par les gouvernements de Roman et de Stolojan échouèrent. La bureaucratie de l'État fut fortement politisée, on consolida le contrôle du parti dominant sur l'État. Un Parlement inefficace aggrava la tendance de beaucoup de roumains de garder avec méfiance les politiques. La corruption parmi l'officialité devint un problème majeur.

En 1996 le résultat des élections fut une victoire de la Convention Démocratique Roumaine (CDR) et une bonne position du parti de Roman: 30 % pour la CDR, 13 % pour la coalition dirigée par Roman, 7 % pour l'Union Démocratique Hongroise de Roumanie (UDHR). La CDR s'unit à cette coalition et à l'UDHR pour former une majorité stable. Emil Constantinescu réussit un score de 54,5 % au ballottage des présidentielles. Le gouvernement fut formé par Victor Ciorbea, un *leader* syndical, les ministères économiques furent confiés aux PNPCD, Roman devint président du Sénat.

Pour la première fois en un demi-siècle la Roumanie connaissait une alternance pacifique au pouvoir.[2] Les élections de novembre 1996 marquaient le plus important tournant politique du pays après la chute du communisme. Mais lorsque le gouvernement de coalition démocratique prit les rênes du pouvoir, le sentiment dominant que la nouvelle conjoncture politique offrira à la Roumanie une

deuxième chance, s'accompagna de la conscience qu'elle aurait pu constituer aussi la dernière possibilité de réussir à réaliser la transformation sans traverser une période de chaos provoquée par la situation économique désastreuse.

Peu après l'installation au pouvoir et tout en faisant confiance à son programme, le nouveau gouvernement ne réussit pas à garder la cohésion et celapas à cause des opposants de l'extérieur. D'une manière surprenante, quelques éléments de la coalition commencèrent à occuper des positions défensives et à s'éloigner de la stratégie définie, à mesure que la distance entre les attentes publiques énormes produites par un imprudent calendrier populiste et la minceur des résultats augmentait. Après avoir déterminé les buts et les composantes de son programme de réformes, le cabinet oublia de redire à la société que les bénéfices arrivent seulement grâce à un travail de longue haleine et au bout de tant de souffrances. Le seul à en faire référence a été le premier ministre Ciorbea du PNPCD, qui en le présentant au peuple avait promis „du sang, du labeur, des larmes et de la sueur".

La force politique dominante de la coalition de gouvernement était le PNCPD, dont la position aux origines fut à gauche, dans la période de l'après communisme à droite et dont les responsabilités gouvernementales le poussèrent vers le centre. Il a adopté un programme libéral orienté vers l'économie de marché, mélange de choix et de nécessité plutôt qu'une option conforme à sa vision politique. Paradoxe de la vie politique roumaine, le PNPCD a sa base électorale dans les cités tandis que les socialistes de Iliescu trouvent l'appui principal dans les zones rurales.

Le plus fort partenaire de la coalition avec le plus grand numéro de postes ministériels, le PNPCD a attiré beaucoup de souteneurs en retard, une tendance susceptible de porter préjudice à un engagement dans des mesures impopulaires. La récente adjonction de la particule CD au nom

ancien du parti a aidé à la construction de ses relations internationales avec la démocratie chrétienne occidentale et à identifier mieux un groupement qui se réclame dès origines de la matrice chrétienne. Le PNL, le plus jeune parti de la coalition, déclara le plus fort engagement dans la transition à l'économie de marché, mais les factions rivales qui le divisaient affaiblirent sa participation au gouvernement.

Le PD qui semblait le plus engagé des partenaires de la coalition n'assuma aucune responsabilité pour la stratégie économique, en se réservant les affaires extérieurs et la défense. Il cultiva une démarche hésitante et un ensemble de moyens habiles destinés à le tenir loin des mesures impopulaires et a lui épargner ainsi l'érosion électorale, un but bien servi parallèlement par une critique aux partenaires de gouvernement, exercée de l'intérieur, comme s'il se serait trouvé à l'opposition. La Roumanie d'après 1990 a commencé avec un président fort, Iliescu et avec un premier ministre relativement fort, Petre Roman. A évolué avec un président fort et un premier ministre faible. La situation la plus défavorable – à éviter absolument parce que nuisible au processus de réforme – s'est, hélas, produite: un président faible avec trois premiers ministres faibles (Ciorbea, Radu Vasile, Mugur Isarescu).

La fin des années ‚90 représente un moment définitif pour la démocratie roumaine. La capacité d'accomplir les aspirations vers le changement exprimée aux élections de 1996 et de consolider la nouvelle démocratie dépend de l'apparition d'une société civile évoluée, d'une culture politique démocratique. En ce sens, les desiderata de 1996 rappellent celles des années ‚20 alors qu'on créa des institutions démocratiques mais qui ont cédé aux tentations d'autoritarisme et nationalistes des années ‚30. La Roumanie reste pourtant le seul pays de l'après-communisme dans lequel les partis „historiques" ont un rôle important dans le nouveau paysage politique. La continuité ne peut

être en grande mesure que d'ordre symbolique. Le PNPCD a ses partenaires parmi les électeurs urbains et atténue son nationalisme d'avant guerre. Le parti libéral se dirige vers une classe moyenne à développer. Les partis politiques ne sont plus structurés par identités et appartenances traditionnelles, détruites, ni par intérêts. La culture politique est au moment un collage d'éléments empruntés sélectivement au passé et aux modèles occidentaux, avec des improvisations peu brillantes de la période d'après 1989.

Choisir une tradition pour un présent désire démocratique n'est pas facile étant donné le poids de deux héritages non libérales: celui du paternalisme communiste axé sur l'État et celui du nationalisme d'avant-guerre axé sur la communauté rurale et l'orthodoxie. Le développement d'une culture politique démocratique s'avère vital pour l'appui des nouvelles institutions et pratiques parlementaires. Le gouvernement installé au pouvoir en 1996 a essayé de se détacher clairement du passé. Il a traité l'opposition en partenaire légitime. Du reste, Iliescu lui-même a fait possible le transfert pacifique du pouvoir et a signé le traité avec l'Hongrie qui a dégonflé le ballon nationaliste. Les pays de l'Europe Centrale où la réforme a réussi au mieux ont un système parlementaire. En Europe Sud-Orientale prévaut encore un système présidentiel, mélange d'autoritarisme et de réformes échouées.[3] Réussira-t-elle, la Roumanie, à passer à un système parlementaire avec la nouvelle Constitution qu'elle se propose?

Les partis démocrates-chrétiens remontent en Europe Centrale et Orientale à la fin du XIXe siècle et au début du XXe lorsqu'ils apparaissent à la suite de l'Encyclique *Rerum Novarum*, envisagent des solutions conformes aux problèmes socio-économique du monde moderne. Développée originairement en territoires où le catholicisme est plus fort, la démocratie d'inspiration chrétienne réussit avec le temps à rallier en zone un vaste mouvement popu-

laire des appartenants aux autres Eglises, protestantes, uniates, orthodoxes. Parmi les *leaders* de la région, „contemporains de Marc Sangnier et de Luigi Sturzo", fondateurs de partis démocrates-chrétiens, on rappelle des noms comme ceux du Mgr Jan Srámek en Bohème, de Woyciech Korfanty, en Pologne ou de Iuliu Maniu qui creá en Roumanie un puissant parti de la même matrice etc.[4]

Située à l'avant-garde des luttes pour l'affranchissement des peuples, la démocratie chrétienne se rend entre les deux guerres champion des batailles pour la justice sociale dans un monde où la vie des campagnes conserve encore des aspects semi-féodaux, combattant pour accélérer les réformes indispensables, avant tout le progrès des populations rurales. Significativement, pendant la deuxième guerre mondiale et après l'invasion soviétique, les mouvements de la Résistance s'organisent en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Slovénie, surtout autour des chefs de pareils partis: Bela Varga en Hongrie, Iuliu Maniu en Roumanie, le Mgr. Antonin Stasek en Tchécoslovaquie, Milos Stare en Slovénie, Cyril Ratajsky, Jan Jankowski ou Jerzy Braun en Pologne.[5]

Irréductible, l'opposition des chrétiens au communisme s'exprime tant à l'intérieur des pays abandonnés au joug soviétique qu'en exil. Ils payent de leur personne, remplissent les prisons et les champs de concentration, subissent la persécution avec leurs familles, meurent mort de martyre, une histoire d'épreuves sans nom et sans nombre de la plus longue, impressionnante Résistance à vaste échelle, toute à écrire. Au Congrès des *Nouvelles Équipes Internationales* (NEI)[6] à Fribourg (1952), le roumain George Cioranescu en retraça l'émouvant tableau, en identifiant dans le christianisme la seule force vigoureuse, indomptable, opposée aux régimes communistes.

Un engagement chrétien internationaliste et européen s'opère aussitôt parmi les exilés arrivés en Occident après

l'invasion de leurs pays, la suppression de toutes les libertés, l'oppression quotidienne. Chevaliers itinérants ils n'ont pas besoin de nouveaux évènements-choc pour une prise de conscience tant que l'unique espoir de libération de leurs pays réside dans l'unification européenne. L'usurpation, la subversion, l'offensive communiste ne font qu'ajouter un aspect anticommuniste à leur idée européenne.

Ainsi, des dizaines de milliers de réfugiés de „l'autre Europe" colonisent rapidement les mouvements démocratiques d'inspiration chrétienne fondés en Occident et en Amérique comme les NEI et l'Union Chrétienne-Démocrate de l'Europe Centrale (UCDEC). Des „équipes exilées" de Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Lituanie et Slovénie se forment dans l'émigration forcée. La signification de leur présence aux NEI est ainsi traduite par leur président -fondateur, Robert Bichet: „L'Europe que souhaitent les NEI est une Europe libre. La paix qu'elles se proposent d'instaurer ne peut être recherchée en dehors de la liberté, c'est pourquoi nous avons voulu associer à notre action des personnalités exilés qui luttent contre la dictature totalitaire qui accable vos pays. Nous avons voulu signifier pour là qu'on ne peut faire valablement l'Europe qu'avec toute l'Europe. Nous avons voulu aussi que la présence des exilés au sein des NEI constitue pour les peuples opprimés une espérance et la garantie que leurs intérêts légitimes sont d'ores et déjà pris en considération".[7]

Par l'inclusion aux NEI des exilés de la moitié asservie de l'Europe, conscience blessée d'un continent à la recherche de son unité entière, on signale en outre à l'Union Soviétique que sa domination en zone ne peut être que provisoire. A Bruges, au Congrès de l'Union Internationale des Jeunes Démocrates-Chrétiens (UIJDC) – en 1954 – le président Franco Nobili rappelle „les frères de Tchécoslovaquie, d'Hongrie, de Pologne, de Roumanie et d'autres pays" qui

essayent de „ressusciter dans leurs patries les partis et les mouvements d'inspiration chrétienne" dans l'espoir de reprendre un jour le combat pour la cause commune „sur le sol de leurs pères".[8] Il n'y a pas de congrès de NEI qui ne réitère la revendication de la réunification allemande, de la libération de l'Autriche et du droit à l'autodétermination des pays captifs, conditions préalables à toute détente réelle.

Le Parti National Paysan Démocrate-Chrétien (PNPCD) de Roumanie se réclame du Parti National (PN) de Transylvanie auquel la Conférence de Sibiu (12 mai 1881) donne son premier programme politique, inspiré par les idées démocratiques du siècle des nationalités: droits des peuples de disposer d'eux-mêmes, suffrage universel, justice sociale. Le PN est dissous à la suite du procès du *Mémorandum* (1894) par lequel on demande à l'empereur François Joseph l'autonomie pour le peuple roumain de Transylvanie. Par les résolutions historiques d'Alba Iulia (1 décembre 1918) prises par l'Assemblée Nationale qui proclame l'union de Transylvanie avec la Roumanie, on consacre la pleine liberté nationale pour toutes les communautés vivant au pays comme principe fondamental dans la fondation du nouvel État. Les résolutions envisagent leur droit de représentation politique aux organes constitués, à l'éducation, à l'administration et à justice en langue maternelle, formulations non repoussés expressément, ni acceptées intégralement en tant qu'obligatoires par les exécutifs qui se succèdent en Roumanie.

Le PN fusionne en 1926 avec le Parti Paysan (PP) de l'Ancien Royaume. Le parti qui en résulte, Parti National-Paysan (PNP) devint un des plus forts et des plus influents de la Roumanie moderne. Dissous le 24 février 1938 par la dictature royale de Charles II, le PNP continue son activité en clandestinité jusqu'en 1944, lorsqu'il est autorisé à fonctionner à nouveau après le 23 août. Le 14 juillet 1947 les *leaders* du PNP sont arrêtés par les communistes. Iuliu

Maniu est condamné aux travaux forcés à perpétuité et meurt en prison. Le parti devenu le symbole même de la Résistance au communisme est dissous le 29 juillet 1947.

Un Comité National Roumain (CNR) fonctionne à Washington pendant l'exil: trois sur un total de dix membres appartiennent au PNP. Parmi eux, Augustin Popa,[9] premier président de l'Équipe Roumaine des NEI et membre de leur exécutif. L'équipe représente le PNP qui prend en exil le nom de Parti Démocrate-Chrétien (PDC) de Roumanie. Une résolution de l'Équipe Roumaine des NEI prévoit sa réfondation en patrie au retour de la liberté. Plusieurs fois au long de son histoire, le PNP fut une grande promesse Au moment même du déclenchement de la Grande Crise, il sembla le mouvement politique le plus capable à essayer de trouver des solutions aux problèmes d'une économie faible et de mettre fin aux injustices sociales.

Conscient du désaccord entre les engagements et les faits de l'administration centralisatrice de Bucarest, Iuliu Maniu soutenait après la naissance de la Grande Roumanie l'adoption immédiate d'une loi de décentralisation et défendait l'ascension de la paysannerie en un système entièrement démocratique, objectif ultime et essentiel du programme de son parti. Restauré en 1944 le parti supprimé en 1938, Maniu resta en attente sans assumer un portefeuille dans le gouvernement intérimaire, en modérant et en revitalisant un parti qui paraît devoir être la force prépondérante politique et sociale en état de s'opposer à la subversion.

Il insistait pour la libre expression de la volonté populaire, but prioritaire du PNP étant l'organisation immédiate des élections parlementaires. Défenseur constant d'un projet de fédération ou confédération régionale, point de départ pour une construction plus large, il ne cessa jamais de s'exprimer en faveur d'une autonomie locale à divers niveaux. Encore une fois le parti s'affirmait comme le plus populaire

entre tous, plébiscité du reste dans les élections truqués par les communistes en 1946.

Le traitement répressif le plus rigoureux réservé par eux au PNP coïncidait avec celui appliqué aux autres partis d'inspirations analogue du bloc soviétique. En Bulgarie, les agrariens de Petkov furent portés devant les tribunaux en juillet 1947, les membres du parti des petits propriétaires d'Hongrie commencèrent à être persécutés après les élections d'août quand on y renonça à tout simulacre de légalité, comme en Pologne.

En Roumanie, la persécution dirigée contre le PNP s'accompagna d'une terreur ouverte, le nombre des personnes portées disparues entre 1946 et 1947 étant estimé à 60.000. Maniu mourut en prison en 1952 mais sa mort fut rendue publique à peine en octobre 1955.[10] C'est à Budapest et non casuellement que s'organisa en mars 1990 le premier Congrès de l'après-communisme des partis démocrates-chrétiens de la zone sous l'égide de UCDEC, fondée en 1950 à Washington par des représentants de groupements de la même inspiration de Pologne, d'Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Slovénie, de Lituanie et de Lettonie. Un ancien militant et *leader* des NEI, Angelo Bernassola y rappela alors le calvaire des peuples et des partis de cette matrice d'au-delà du rideau de fer, rendant hommage, comme l'avait fait George Cioranescu à Fribourg trente-huit ans auparavant, aux innombrables victimes de la tyrannie communiste et terminant par un appel à l'entente et à l'union.

Son discours mettait l'accent sur la difficulté dominante à laquelle se heurtent les partis se réclamant de la démocratie chrétienne dans les États jusqu'alors communistes: comment surmonter le poids d'un passé tragique et les divisions sans fin? Pour leur venir en aide on créa, toujours à Budapest (1991), „l'Académie démocrate-chrétienne pour l'Europe centrale et orientale", centre de formation pour responsables dont la tâche est si ardue.[11]

En Roumanie où c'est l'État qui a organisé le corps national en 1859 comme en 1919, en annulant des particularismes culturels et des traditions politiques-juridiques locales en faveur d'un système administratif de type jacobin, le principe de subsidiarité en tant que fondamental instrument politique n'inspire pas le difficile processus de transformation. L'invoquer pourrait signifier prendre en considération une décentralisation des structures administratives, la possibilité d'autogestion des provinces historiques, de l'autonomie des familles et des corps intermédiaires, des groupes minoritaires dans le domaine de l'enseignement et de la santé etc.

Faute de subsidiarité, la démarche de reconstruire la société roumaine est dévolue à un procédé de type institutionnel préconisé par le programme du PNPCD et par certains intellectuels. On identifie trois institutions fondamentales: famille, école, Église, en entendant par l'école prioritairement le système de l'enseignement public, par l'Église, l'Église orthodoxe, fortement majoritaire, incomplètement séparée de l'État. Une telle stratégie constitutionnelle laisse hors de discussion le problème central de l'État et lui substitue une solution normative où la morale chrétienne fonctionnerait comme une espèce d'idéologie *post* totalitaire.[12]

Par un contraste marqué avec la concentration autour du parti d'Iliescu des forces sociales-démocrates, devenu Parti Social-Démocrate (PSD) et avec les forces libérales enfin réunifiées on a assisté après les élections de 2000 qui ont laissé le PNPCD hors du Parlement, à une dégringolade du parti, gravement divisé: un déséquilibre du système des partis qui rend impossible la définition d'un centre politique. Vraiment la famille démocrate-chrétienne qui semblait oublier le divorce PNPCD-Alliance Nationale Chrétienne-Démocrate (ANCD) traverse une crise profonde. La démission d'un nouveau président, Andrei Marga a produit une scission. L'unique parti de l'ancienne coalition non re-

présenté au Parlement actuel s'est séparé en deux camps en conflit, le PNPCD et le Parti Populaire Chrétien (PPC).

Inversement, l'autre parti représenté au groupe du PPE/DC de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Union Démocratique Hongroise de Roumanie (UDHR) est accepté comme indispensable à toute coalition parlementaire.[13] Maintenant le PNPCD se propose de revenir graduellement au premier plan politique à la suite d'un processus de renouvellement profond présidé par son chef, Victor Ciorbea. Il doit définir nettement sa doctrine, son positionnement et ses programmes, les destinataires principaux du message, apprendre à communiquer constamment avec la société civile et la société en général.

Un potentiel d'audience accrue existe tant en direction urbaine qu'en direction rurale – prioritaire avant la guerre – où la pénétration de ses idées a été très déficitaire après 1989. Sa présence efficace, équilibrante au centre du système des partis roumains est fondamentale et l'expérience et la solidarité de la famille politique à laquelle il appartient sont susceptibles de l'aider à consolider la tendance chrétienne-démocrate en Roumanie même avant son adhésion à l'Union Européenne.[14] Dans la synthèse du Programme du PNPCD (1996), la subsidiarité se trouve située à la fin parmi des critères de la morale chrétienne en rapport en dernière instance avec la problématique humaine. Ses mérites consisteraient en „l'élévation qualitative de l'homme". La présence extrêmement discrète de la subsidiarité et en contexte impropre montre clairement qu'en Roumanie la démocratie chrétienne n'est pas encore une doctrine mûre.

Le paradoxe dont le PNPCD est devenu victime aux dernières années répète le dilemme des gouvernements du PNP au temps de la Grande Crise. Porté au pouvoir en 1996 – comme le PNP en 1928 – par un refus populaire de l'ordre étatique institué par la Constitution de 1991 – et

respectivement par celle de 1923 – le PNPCD – de même que le PNP – bien qu'il se soient manifestés en tant que forces d'un profond changement éthique-politique, se sont laissés décomposés par les régimes contre lesquels ils avaient organisé une opposition radicale en se promettant de les déconstruire.

Les gouvernements du PNP ont été les derniers cabinets démocratiques dans l'entre-deux-guerres. Leur lien a été occupé successivement par un capitalisme autoritaire et oligarchique, par la dictature royale et le régime militaire-fasciste, enfin par le totalitarisme communiste. Comme hier il n'y a pas aujourd'hui une alternative démocratique au gouvernement du PNPCD. Et non parce que le PNPCD serait le parti avec le sens le plus développé de la démocratie et avec les ressources humaines les plus compétentes mais parce qu'il, en tant que membre de la famille démocrate-chrétienne, dispose dans le principe de subsidiarité du seul instrument politique capable de produire une démocratie consolidée, participative, équitable et responsable.

Le parti est témoin autorisé de la primauté du citoyen par rapport à un État encore excessivement autoritaire et centralisateur.[15] L'antécédent essentiel de la démocratie chrétienne, l'engagement social intransigeant est absent de l'Église orthodoxe qui s'abstient d'intervenir dans l'organisation de la société et y assumer des responsabilités dans un corps social fortement secoué par les répercussions du communisme et par les bouleversements de l'économie. Il n'y a pas sur le terrain de l'orthodoxie quelque chose d'analogue au catholicisme social, un enseignement ou un militantisme social-chrétien qui prépare les consciences à une reconquête de la société, un invitation a une réflexion vivante sur les sociétés et sur les problèmes du jour, à un passage de la présence sociale à une présence politique et à une prise de responsabilité des institutions et des intéressés.

Si la démocratie défend, selon Sturzo[16] – à travers le peu-

ple organisé en corps intermédiaires autonomes – la décentralisation au bénéfice de la commune, de la province, de la région et la famille par une politique de justice sociale, en faisant propre la leçon de Sturzo, la démocratie chrétienne roumaine deviendrait bien armée contre toute retombée autoritaire et susceptible de gagner le double pari avec l'histoire et avec la réalité. La difficulté d'être une démocratie d'inspiration chrétienne s'est manifesté en Roumanie dès l'origine. Son existence plus que séculaire prouve cependant la profondeur de son enracinement dans le sol politique du pays.

Sa capacité de renouveau, la ferveur de l'aspiration à un projet éthique-politique inspiré par les valeurs chrétiennes, la rend plus que jamais actuelle dans un monde à la recherche d'un message susceptible d'en faire le pôle de recomposition indispensable. Parti et mouvement de militants, rajeuni et rajeunissant, le PNPCD peut devenir l'unité d'action fondamentale au sein d'un pays qu'il ranime et qu'il remodèle. Le processus en cours d'une meilleure définition et le dynamisme insufflé par la nouvelle équipe au gouvernail du parti, encouragé par la famille européenne à laquelle il appartient, n'est qu'un signe avant-coureur d'une promesse.

Annexe 1

Tableau 1: Résultats du PN de Transylvanie aux élections en Autriche-Hongrie

Année des élections	Numéro des sièges au Parlement de Budapest
1906	16
1910	10

Tableau 2: Résultats du PNP aux élections pour le Parlement de Bucarest

Année des élections	Numéro des sièges	Pourcentage
1926	69	27,73
1927	54	22
1928	348	77,76
1931	30	14,99
1932	274	40,90
1933	29	13,92
1937		19,40
1947	32*	

* Elections truquées. Le Parti Communiste s'appropria le score réalisé par le PNP: pourcentage estimatif 75 %.

Annexe II

Tableau 3: Résultats du PNPCD aux élections de 1990

	Chambres des Députés	Sénat
Elections pour l'Assemblée Constituante	351.357 voix 2,56 % 12 mandats 5e rang	348.687 voix 2,50 % 1 mandat 4e rang
Elections présidentielles	Candidat: Ion Ratiu	Résultat 617.007 voix 4,29 %

Tableau 4: Résultats de la CDR aux élections parlementaires (1992–2002)*

1992		1996		2000	
Chambre	Sénat	Chambre	Sénat	Chambre	Sénat
2.177.144 20,1 % 82 mandats	2.210.722 20,16 % 34 mandats	3.692.321 30,17 % 122 mandats	3.772.084 30,70 % 53 mandats	546.135 5,04 % 0 mandats	575.706 5,29 % 0 mandats
2e rang	2e rang	1er rang	1er rang	6e rang	6e rang

* La coalition de la CDR incluait le PNPCD qui ne s'est présenté seul qu'aux élections de 1990.

Anmerkungen

[1] Vlad Constantinesco, L'adhésion de la Roumanie au Conseil de l'Europe, in: Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe, textes réunis par M. T. Bitsch, Berne 1997, pp. 189–201.

[2] Thomas Carothers, Romania – cadrul politic, in: Democratia in Romania, Bucuresti 1997, pp. 43–52.

[3] Jacques Rupnik, Politica tranzitiei, in: Democratia in Romania (cf. note 2), pp. 53–68.

[4] Roger Aubert, Democrazia cristiana, in: Enciclopedia del Novecento, Vol. II, Roma 1977, pp. 70–88, p. 83.

[5] Robert Bichet, Les partis démocrates-chrétiens en Europe, in: ACDP-NEI 09-002-054/3.

[6] Cf. Günter Buchstab, Nouvelles Équipes Internationales, in: Lexikon der Christlichen Demokratie in Deutschland, hg. von Winfried Becker u. a., Paderborn 2002, pp. 605f.

[7] Lettre de R. Bichet à K. Sieniewicz, 20.04.1950 in: R. Bichet (cf. note 5).

[8] KADOC, Papiers De Schryver 7.6.2.2.4. – 7e Congrès de l'UIJDC à Bruges (1954).

[9] Mémorandum du Parti Démocrate-Chrétien de Roumanie (1953) in: ACDP-NEI 09-002-054/1.

[10] Ghita Ionescu, Comunismul in Romania, Bucuresti 1994, pp. 57–59, 161–166.

[11] Jean-Dominique Durand, L'Europe de la Démocratie Chrétienne, Bruxelles 1995, pp. 296–297.

[12] Daniel Barbu, Republica absenta, Bucuresti 1999, pp. 255–263.
[13] Cristian Preda, Politica in 2001, in: „22", 25 décembre 2001.
[14] Stelian Tanase, Opozitia – starea de fapt – PNTCD, in: „22", 27 août 2002.
[15] Daniel Barbu, Paradoxul PNTCD, in: „22", 21 mars 2000.
[16] Cf. Sergio Belardinelli, Die politische Philosophie des christlichen Personalismus (Jacques Maritain und Luigi Sturzo), in: Karl Graf Ballestrem/Henning Ottmann (Hg.), Politische Philosophie des 20. Jahrhunderts, München 1990, pp. 243–262.